

DÉBAT PUBLIC SUR LE PROJET AUTOROUTIER A31BIS

DU 15 AVRIL AU 13 JUILLET 2015

CAHIER D'ACTEUR
N°21 JUIN 2015



Les femmes et les hommes qui s'associent pour constituer ensemble le Parti communiste français ont en projet commun de vouloir répondre aux immenses défis de notre époque par l'émancipation de chacun(e), la maîtrise sociale, la mise en commun et le partage des connaissances, des pouvoirs, des richesses. Elles et ils refusent un monde où les possibilités considérables qui surgissent de l'activité et du génie humain sont dévoyées en pillage des ressources, en concurrence aveugle, en affrontements et en guerres ; une société d'injustices et d'inégalités où les forts écrasent toujours les faibles. Elles et ils considèrent que la toute-puissance de l'argent peut être combattue, que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire. Leur engagement politique a pour raison d'être la promotion de la pleine autonomie et le plein épanouissement de chaque femme et de chaque homme en faisant reculer, jusqu'à leur dépassement, toutes les formes sociales d'exploitation, de domination et d'aliénation. Le PCF est membre du Parti de la gauche européenne. Le projet du PCF porte sur la nécessité de mettre en place un nouveau modèle productif, social et écologique. L'humanité doit affronter des défis majeurs qui nécessitent de dépasser le modèle consumériste, fondé sur la recherche d'un *turn-over* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et donc alimenter les profits.

La fédération de Moselle regroupe les communistes du département, elle est organisée en sections locales. Son siège est situé à Hagondange. Les communistes de Moselle ont participé à la création du Collectif pour Une alternative au Tout Autoroute à l'occasion du projet d'A32. Ils sont disponibles pour contribuer à des rassemblements citoyens pour faire entendre l'urgence d'une autre politique de transports.

CAHIER D'ACTEUR PCF MOSELLE

Les cahiers d'acteurs sont rédigés sous sa responsabilité par toute personne morale qui désire exprimer un point de vue argumenté. Ils sont édités et diffusés par la CPDP.

Cette contribution aborde le projet dans sa globalité et sa philosophie et ne traitera pas des différents travaux envisagés. Nous nous reconnaissons dans les contributions faites par les collectifs d'habitants, associations et militants de l'environnement et du cadre de vie.

LE CONTEXTE

Nous vivons une période marquée par une crise profonde : économique, sociale, géopolitique, écologique et politique. Des défis majeurs doivent donc être affrontés. L'implication démocratique de tous les intéressés est une condition majeure pour prendre les bonnes décisions. C'est notamment le cas pour des projets d'infrastructures et d'aménagement.

TRANSPORT ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La question alarmante des gaz à effet de serre est d'une importance capitale. Il est temps pour nous de prendre les bonnes décisions si on veut maintenir le réchauffement sous le seuil des deux degrés. C'est l'enjeu de la conférence internationale « Paris 2015 ». Notre pays doit donc être un exemple en matière de lutte contre le réchauffement climatique. La puissance publique a la responsabilité d'orienter les investissements publics et privés en tenant compte de ces exigences.

Les transports sont le deuxième secteur consommateur d'énergie et le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre. La circulation sur routes et autoroutes représente la quasi-totalité des émissions de gaz. Les décisions prises dans ce domaine ont donc un effet important sur le réchauffement climatique

DES EXIGENCES SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES IGNORÉES

Les transports occupent une place importante dans la vie économique et sociale.

En Lorraine comme ailleurs, des milliers de salariés sont contraints de se déplacer de plus en plus loin pour travailler, mais aussi pour se soigner, se divertir, faire les courses. Le coût du foncier et du logement en ville éloigne les milieux populaires des cœurs de ville. Les déplacements domicile-travail sont ainsi plus longs dans l'urbain que dans le rural. Les restructurations économiques, la précarité et le manque d'emploi ont encore conduit à augmenter les distances de transport, et cela au détriment de la vie personnelle et familiale.

Le libéralisme conduit à faire de la route le moyen privilégié pour faire circuler les marchandises, mettre en concurrence les territoires, délocaliser les productions. Ainsi, les collectivités publiques sont tenues de financer toujours plus d'infrastructures routières pour répondre aux exigences du marché et cela au détriment d'autres investissements.

En même temps, les transports ferroviaires sont délaissés, des lignes sont fermées, et notre pays n'est pas pourvu de réseaux de transports en commun à la hauteur des besoins. Seulement 18,4% des habitants des villes utilisent les transports en commun pour se rendre à leur travail, une proportion inférieure à la moyenne européenne. Les transports en commun restent délaissés.

Beaucoup de salariés sont contraints de prendre leur voiture faute d'alternatives. **Ainsi, il est impossible d'aller travailler dans la vallée de la Fensch, en habitant Metz, sans voiture.**

DES CONSÉQUENCES GRAVES POUR LA POPULATION ET POUR LA PLANÈTE

La circulation sur route contribue fortement au réchauffement climatique et génère des pollutions importantes. Tout cela conduit à des nuisances terribles pour la population (usagers et riverains).

Ainsi, la mobilité n'est pas seulement un enjeu économique mais aussi de santé publique et d'environnement. Pour le PCF Moselle, les choix en matière de transport doivent tenir compte de la transition écologique.

Le trafic actuel de l'A31 produit des nuisances importantes pour la population. Pics de pollution et nuisances sonores sont une réalité oubliée par les pouvoirs publics.

La première responsabilité des décideurs publics n'est-elle pas d'abord de veiller à la santé et au bien-être des populations d'aujourd'hui et des générations futures ?

Peut-on sérieusement accepter une progression perpétuelle du trafic autoroutier ? Pour réduire les pollutions induites, la diminution du trafic routier (voitures et camions) et la remise en cause de ce modèle qui conduit à l'augmentation permanente du trafic sont des nécessités.

L'avenir de la Lorraine, son développement économique, comme la réponse aux besoins de transport, appellent d'autres réponses que la simple augmentation du trafic autoroutier. Faire circuler plus de camions n'a jamais créé plus de richesses, ni de valeur ajoutée.



L'URGENCE DE RÉPONSES NOUVELLES

D'autres réponses que le tout autoroutier doivent être apportées aux besoins de déplacement de la population et des entreprises.

Les communistes de Moselle considèrent que les trois scénarios retenus par le document sont à rejeter. Nous regrettons que les services de l'Etat privilégient les solutions purement routières et cela en pleine préparation du sommet sur le réchauffement climatique. Il est urgent de changer de logiciel.

Nous refusons toute possibilité de privatisation ou de session au privé de trajet autoroutier. Nous souhaitons une maîtrise 100% publique des autoroutes.

La Lorraine, ce n'est pas seulement le Sillon Mosellan, ce sont quatre départements qui ont un grand besoin de développement. La concentration des activités dans le Sillon Mosellan conduit à développer des inégalités et des difficultés.

Il faut :

- Développer les transports en commun ;
- S'engager vers un autre mode de développement économique favorisant l'économie et la production de proximité ;
- Imposer des restrictions du trafic de transport des poids-lourds pour favoriser le report modal (transfert de la route vers le rail et le fluvial) ;
- Faire des choix d'aménagement qui limitent le recours obligatoire à la voiture particulière ;
- Développer le transport interurbain qui est une nécessité.

DÈS AUJOURD'HUI, L'ÉTAT DOIT ASSUMER SES RESPONSABILITÉS

Les difficultés actuelles des usagers ne seront pas résolues par une fuite en avant, la sécurisation de l'autoroute exige des réponses rapides. L'Etat ne peut pas se défausser. Les services de la DIR Est doivent disposer des budgets nécessaires pour faire les travaux indispensables. Les échangeurs doivent être modernisés et sécurisés. L'austérité comme mode de gestion des infrastructures et équipements publics conduit à dégrader le service aux utilisateurs.

CONCLUSION

Nous demandons donc au gouvernement de revoir sa copie et de demander aux services compétents d'étudier sérieusement les solutions alternatives. Les services de l'Etat ont encore les compétences nécessaires pour faire ce travail.

Le débat public doit se prolonger, il doit porter sur des alternatives nouvelles. Les décisions prises impacteront l'avenir de la population et de la planète.

PROJET AUTOROUTIER A31BIS

